

Index AI : PRE01/409/2013  
09 August 2013

## **Le Brésil doit de toute urgence mettre fin à l'impunité de la police et défendre les droits des peuples autochtones**

« En dépit de tous les progrès accomplis au Brésil sur le plan économique au cours de la décennie écoulée, la violence est endémique, et la réaction actuelle, loin de permettre de combattre le problème, aggrave en fait la situation », a déclaré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International, au terme d'une visite officielle dans ce pays.

Cette visite a permis d'attirer l'attention sur les questions de sécurité publique dans les favelas (bidonvilles) de Rio, ainsi que sur les difficultés des peuples autochtones. Elle a été l'occasion de passer en revue les progrès effectués par le Brésil sur le terrain des droits humains alors qu'il se prépare à accueillir la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques, et a par ailleurs été programmée afin de coïncider avec la Journée internationale des populations autochtones.

Dans les favelas, le secrétaire général a rencontré des résidents qui lui ont expliqué qu'ils se sentaient prisonniers de leur propre maison.

« Les personnes à qui nous avons parlé à Maré craignent à la fois les délinquants qui les agressent et les policiers qui sont censés les protéger », a poursuivi Salil Shetty.

Amnesty International a recueilli des informations sur des violences policières systématiques, des perquisitions illégales, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées dans les favelas. Salil Shetty a plus tard fait part de ses inquiétudes à José Eduardo Cardoso, le ministre de la Justice, à Brasília, ainsi qu'à plusieurs autres ministres, en les exhortant à mettre en œuvre de toute urgence des réformes dans le pays.

Atila Roque, directeur de la section brésilienne d'Amnesty International, a accompagné le secrétaire général tout au long de sa visite.

« L'insécurité se répand dans les favelas et l'exaspération gagne ceux qui y vivent. Les personnes appartenant à la classe moyenne qui sont descendues dans la rue ces deux derniers mois – dans de nombreux cas pour la première fois – sont confrontées au côté obscur des opérations de maintien de l'ordre, aspect échappant à toute surveillance civile », a précisé Atila Roque.

Amnesty International pense qu'il est essentiel que les opérations de maintien de l'ordre soient profondément remaniées au Brésil. Il faudrait pour commencer établir un mécanisme de surveillance civile de la police, qui soit indépendant et dispose de pouvoirs d'enquête, afin de créer pour celle-ci une obligation de rendre des comptes.

La délégation d'Amnesty International s'est également rendue dans l'État du Mato Grosso do Sul et a rencontré des autochtones vivant dans le village guarani-kaiowa de Jaguapiru et dans le camp d'Apikay, près de la ville de Dourados.

« Les retards à répétition dans les opérations de délimitation de leurs terres mènent à la violence, à des expulsions forcées et à d'autres violations des droits humains », a déploré Salil Shetty.

Le secrétaire général a exhorté les autorités nationales du Brésil à prendre les rênes de la protection des droits des peuples autochtones.

« Il est important que le gouvernement rejette la fausse dichotomie entre développement et droits humains. Le Brésil est doté du cadre juridique et des ressources financières requis pour concrétiser les droits des peuples autochtones. Le gouvernement doit désormais faire la preuve de sa volonté politique en la matière », a ajouté Salil Shetty.

Amnesty International est présente depuis longtemps au Brésil. Ceci est la première Mission de haut niveau du secrétaire général depuis que l'organisation a ouvert son bureau de Rio.

« Le gouvernement peut être fier de ses nombreux succès, en particulier sur le plan de la lutte contre la pauvreté et les inégalités de revenu. Il doit cependant s'attaquer aux très sérieux problèmes que sont la violence et l'insécurité. Les favelas et les communautés autochtones ne peuvent pas être des zones de non-droit », a souligné Salil Shetty.

Le secrétaire général a été accompagné par Atila Roque, directeur de la section brésilienne d'Amnesty International, Kate Allen, directrice de la section britannique d'Amnesty International, Widney Brown, directrice générale chargée du droit international et de la stratégie politique à Amnesty International, et Thais Herdy, chargée de communication de la section brésilienne. Amnesty International a récemment commencé à recruter des membres au Brésil ; ils rejoignent un mouvement de défense des droits humains comptant plus de 3 millions de membres dans le monde.